

L'évolution des inégalités de revenus en Suisse

Ursina Kuhn et Christian Suter

FORS et Université de Neuchâtel

Social Change in Switzerland N°2

Octobre 2015

La série *Social Change in Switzerland* documente l'évolution de la structure sociale en Suisse. Le but est de retracer le changement de l'emploi, de la famille, des revenus, de la mobilité, du vote ou du genre en Suisse. Les contributions apparaissent à des intervalles de 2 à 3 mois. Basées sur la recherche empirique de pointe, elles s'adressent à un public plus large que les seuls spécialistes. Cette série est éditée par le Swiss Centre for Expertise in the Social Sciences ([FORS](#)), le Life Course and Inequality Research Centre de l'Université de Lausanne ([LINES](#)) et le NCCR LIVES ([LIVES](#)).

Editeur responsable

Daniel Oesch LINES/LIVES, Université de Lausanne

Comité éditorial

Felix Bühlmann, LINES/LIVES, Université de Lausanne

Franziska Ehrler, FORS

Peter Farago, FORS

Dominique Joye, LINES/LIVES, Université de Lausanne

Mailys Korber, LINES/LIVES, Université de Lausanne

Pascal Maeder, LIVES, Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)

Emmanuelle Marendaz Colle, LIVES

Monika Vettovaglia, FORS

Boris Wernli, FORS

Traduction pour la version en français :

Gaëlle Aeby, LINES, Université de Lausanne

FORS

Géopolis

1015 Lausanne

www.socialchangeswitzerland.ch

Contact: mailys.korber@unil.ch

Référence électronique

U. Kuhn & C. Suter, L'évolution des inégalités de revenus en Suisse. *Social change in Switzerland*.

Retrieved from <http://www.socialchangeswitzerland.ch/?p=576>

Copyright



Creative Commons: Attribution CC BY 4.0. Cette licence permet aux autres de distribuer, remixer, arranger, et adapter votre œuvre, même à des fins commerciales, tant qu'on vous accorde le mérite de la création originale en citant votre nom.

Résumé¹

Ces dernières années, plusieurs études ont examiné les inégalités de revenus en Suisse en arrivant à des conclusions contradictoires. Soit les périodes étudiées ne couvraient que quelques années, soit les études se basaient sur une seule source de données, ce qui rend ces différentes études difficilement comparables. L'intérêt de cet article est de mettre en perspective une période longue (1990-2012) et d'utiliser la totalité des sources de données en Suisse qui contiennent des informations sur les revenus (sept enquêtes nationales ainsi que les données fiscales). Cette étude observe ainsi l'évolution des inégalités de revenus en Suisse au cours des vingt-cinq dernières années en combinant huit sources de données.

On constate ainsi qu'en 2012, le niveau d'inégalité entre les revenus des ménages était semblable à celui du début des années 1990. Entre ces deux dates, les inégalités ont systématiquement suivi les variations de la conjoncture économique : dans les périodes de croissance, les inégalités augmentent et le fossé entre les hauts et les bas revenus se creuse. Cela s'explique par le fait que les plus riches bénéficient des revenus du capital et des bonus. Dans les périodes de récession par contre, la politique sociale a un effet compensatoire sur les revenus des ménages les plus pauvres, notamment par le biais de l'assurance-chômage et de l'aide sociale, mais aussi à travers les retraites.

Enfin la comparaison entre les revenus du travail et les revenus des ménages montre une dynamique intéressante : les inégalités de salaires ont eu tendance à croître, notamment en raison de la forte augmentation des hauts salaires ainsi que du travail à temps partiel ; mais en même temps, la participation croissante des femmes sur le marché de l'emploi a, entre autre, empêché que les inégalités de revenus des ménages ne s'aggravent. Cependant, si l'on compare l'évolution salariale des 10% les plus riches avec celle du travailleur moyen, on constate que les écarts se sont accentués entre 1994 et 2012. Si les salaires réels n'ont augmenté que de 18% pour le travailleur moyen, l'accroissement est de 41% pour les 10% les plus riches.

¹ Cet article a été élaboré dans le cadre du projet du Fonds national "Income and wealth inequality, deprivation and wellbeing in Switzerland, 1990–2013" (Projet 100017_143320). Nous aimerions remercier l'Office fédéral de la statistique (OFS) pour la mise à disposition des données. Cette étude a aussi été réalisée grâce aux données du Panel suisse de ménages (PSM), qui est dirigé par FORS, le Centre de compétence suisse en sciences sociales. Cet article se base en grande partie sur la publication plus complète "Considering the various data sources, survey types and indicators: To what extent do conclusions regarding the evolution of income inequality in Switzerland since the early 1990s converge?", que nous avons co-rédigée avec nos collègues Pascale Gazareth, Eric Crettaz et Laura Ravazzini (Suter et al., à paraître). Nous les remercions chaleureusement ainsi que Jehane Simona et Gian-Andrea Monsch pour leur soutien et leurs précieux commentaires.

Introduction

L'analyse des inégalités de revenus est un thème de recherche central en sociologie et en économie. Dans la plupart des pays, le fossé entre pauvres et riches s'est creusé depuis 1970 (voir notamment Salverda et al. 2014, Nolan et al. 2014), ce qui a donné lieu à des débats sociaux et économiques controversés. Étonnamment, on sait comparativement peu de choses sur l'inégalité des revenus en Suisse.

Dans cet article, nous considérons l'évolution des inégalités de revenus en Suisse de 1990 à 2012. Nous nous concentrons d'abord sur le revenu disponible² des ménages, qui mesure le niveau de vie. Deuxièmement, nous considérons les revenus individuels du travail, étant donné que les salaires représentent la plus importante source de revenu. Dans de nombreux pays, les inégalités de salaires ont augmenté. Cela s'explique entre autres par l'externalisation et la réduction des emplois pour les personnes les moins qualifiées suite au processus de mondialisation ou en raison des progrès technologiques. Ceci a conduit à une pression sur la rémunération du travail non qualifié, pendant que parallèlement les revenus les plus hauts ont connu une croissance au-dessus de la moyenne. Par contre, l'influence de la (dé-)régularisation du marché de l'emploi sur les inégalités de salaire est moins claire. .

Si la distribution inégale des revenus des ménages est principalement due aux différences de salaire, de nombreux autres facteurs sont à considérer. Pour cette raison, les inégalités du revenu disponible des ménages peuvent suivre une autre évolution que celles des salaires individuels. Le fait de travailler ou non, et pendant combien de temps, joue en particulier un grand rôle. Ainsi, par exemple, l'activité professionnelle croissante des femmes a généralement un effet compensatoire sur la distribution du revenu des ménages (Harkness 2013). En outre, le vieillissement de la population et la structure des ménages (principalement l'augmentation du nombre de ménages individuels et monoparentaux) influencent également la distribution du revenu des ménages, tout comme la redistribution par les impôts, ainsi que les rentes et les assurances sociales. Jusqu'à présent, l'influence de ces facteurs en Suisse a rarement été examinée.

Malgré la tendance mondiale d'une plus grande inégalité des revenus, il existe de fortes disparités entre les différents pays. En Suisse, l'inégalité tant du revenu du travail que du revenu des ménages est légèrement au-dessus de la moyenne (OCDE 2008 et 2011). Les grandes études transnationales ne contiennent toutefois pas d'indications sur l'évolution des inégalités en Suisse (par exemple OCDE 2008 et 2011, Salverda et al. 2014, Nolan et al. 2014). Certes, différents articles ont rendu compte des changements en Suisse, mais ils se rapportent pour la plupart à des périodes temporelles courtes et à des sources de données différentes, ce qui conduit à des résultats en partie contradictoires et rend l'obtention d'une vue d'ensemble plus difficile.

La plus longue série temporelle disponible sur les inégalités des revenus en Suisse se rapporte à la part des revenus des 0.1 à 10 pour cent les plus riches depuis 1933 et est mesurée par les données fiscales (Dell et al. 2007 et Föllmi et Martinez 2013). Dans cette perspective historique, une inégalité haute et stable se constate pour la Suisse, étant donné que la Deuxième Guerre mondiale a relativement peu changé la structure des revenus et de la fortune, que les impôts sont peu progressifs et les impôts de succession d'importance mineure. Dans les années 1970 l'inégalité des revenus a légèrement baissé, mais dans les années 1980 elle a de nouveau légèrement augmenté, et en 2007 elle a atteint son niveau le plus haut depuis 1920, selon ces études.

La plupart des études sur l'inégalité des revenus en Suisse reposent sur les données fiscales (par exemple Buchman et Sacchi 1995, Gorgas et Schaltegger 2014), qui se basent sur les unités fiscales et

² Pour calculer ce revenu disponible, on additionne d'abord les revenus de tous les membres du ménage (revenus du travail, revenus du capital, rentes, aides sociales, bourses et transferts privés), et on soustrait les impôts, les cotisations pour les assurances sociales et les primes de l'assurance-maladie obligatoire.

non sur les ménages, ce qui rend l'interprétation difficile. De plus, les données fiscales ne donnent pas de renseignements sur le revenu disponible des ménages. C'est pourquoi, depuis les années 1990, on a davantage recours à des données d'enquête pour mesurer le revenu des ménages. Alors que les données fiscales couvrent l'entier de la population suisse, les enquêtes reposent généralement sur un échantillon de quelques milliers de ménages. Par conséquent, les très hauts revenus en particulier ne sont pas suffisamment représentés. L'analyse la plus détaillée de la distribution du revenu des ménages se trouve dans l'étude nationale sur la pauvreté de Leu et al. (1997), qui montre une augmentation de l'inégalité entre 1982 et 1992 (résultat qui se retrouve aussi chez Hirsch et Zwicky 1992, Ernst et al. 2000, Zürcher 2004). Alors qu'il n'y a presque pas d'études pour les années 1990 (à l'exception de Ecoplan 2004), différents articles novateurs montrent une distribution des revenus relativement stable depuis 1998 ou 2000 (Ecoplan 2004, Grabka et Kuhn 2012, Office fédéral de la statistique 2014 et 2015a).

En outre, plusieurs chercheurs se sont penchés sur l'inégalité de salaire en Suisse (par exemple Atkinson 2008, Küng Gugler et Blank 2000, Zürcher 2007). Selon ces études, l'inégalité de salaire a légèrement diminué dans la première moitié des années 1990, mais a de nouveau augmenté dans la deuxième moitié. Depuis 2000, les salaires sont distribués de plus en plus inégalement, ce dont les hauts revenus sont avant tout responsables (Föllmi et Martinez 2013).

Données et méthode

Dans cet article, nous ne nous limitons pas à une unique source de données contrairement aux études précédentes, mais nous comparons systématiquement de grandes bases de données distinctes et ce sur 20 ans. Les huit bases de données utilisées sont brièvement décrites et comparées en annexe.

Ces bases de données se différencient considérablement en ce qui concerne le type d'enquête, la période couverte, la taille de l'échantillon, le degré de détail concernant le revenu, le traitement des données et bien davantage encore. Par conséquent, le niveau de l'inégalité des revenus peut varier entre ces sources de données. Malgré ces différences, si l'inégalité des revenus en Suisse s'est bien renforcée, cela devrait se refléter dans toutes les différentes sources de données.

Pour les revenus du travail, il existe des séries de données relativement cohérentes depuis les années 1990 grâce à l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) et à l'Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS). En revanche, pour le revenu disponible des ménages, des données longitudinales fiables sont disponibles seulement depuis la fin des années 1990. L'Enquête sur le budget des ménages (EBM) est régulièrement menée depuis 1998, le Panel suisse de ménages (PSM) depuis 1999 et SILC (Statistics on Income and Living Conditions, en français : Revenus et conditions de vie en Suisse) depuis 2007. Pour couvrir l'évolution depuis les années 1990, en plus de l'enquête nationale sur la pauvreté (1992), les données fiscales et de l'enquête sur la consommation de 1990, nous tenons surtout compte des données de l'ESPA et de l'Enquête suisse sur la santé, qui reposent cependant toutes deux sur une question unique concernant le revenu net des ménages.

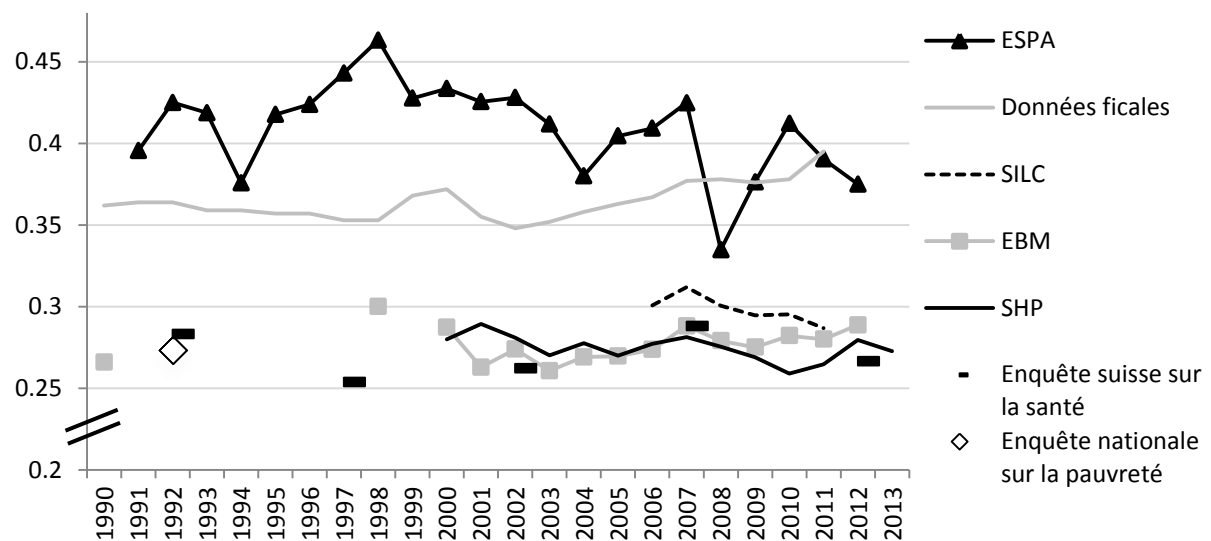
Au-delà des données, la mesure de l'inégalité des revenus joue également un rôle central. Par exemple, l'inégalité peut augmenter lorsque le revenu des ménages les plus pauvres baisse ou que celui des riches monte au-dessus de la moyenne. Les indicateurs d'inégalité existants tiennent compte différemment de tels changements. Nous utilisons premièrement le coefficient de Gini qui représente la mesure la plus connue de l'inégalité. Le coefficient de Gini peut varier entre 0 et 1, le 0 décrivant une société avec une distribution parfaitement égalitaire dans laquelle tous disposent d'un même revenu, et le 1 indiquant l'inégalité maximale. Le coefficient de Gini est particulièrement sensible aux changements au centre de la distribution des revenus. En revanche, lorsque les plus hauts revenus augmentent très fortement – ce qui a été le cas ces dernières années –, le coefficient de Gini ne réagit que relativement faiblement. Nous montrons deuxièmement l'évolution des revenus

pour les revenus bas (les 10% les plus bas), moyens (médiane) et hauts (top 1% et top 10%), afin de pouvoir mieux interpréter les changements.

L'évolution du revenu des ménages

Nous observons premièrement les inégalités du revenu disponible des ménages. Pour calculer ce revenu disponible, on additionne d'abord les revenus de tous les membres du ménage (revenus du travail, revenus du capital, rentes, aides sociales, bourses et transferts privés), et on soustrait les impôts, les cotisations pour les assurances sociales et les primes de l'assurance-maladie obligatoire. Pour pouvoir mieux comparer les revenus des ménages de tailles différentes, nous utilisons le revenu d'équivalence selon l'échelle modifiée de l'OCDE, comme c'est habituel dans la recherche sur les inégalités³. La figure 1 montre le coefficient de Gini en fonction des différentes sources de données. Tout d'abord, on remarque de grandes différences entre les enquêtes. En particulier, l'ESPA et les données fiscales montrent systématiquement une plus grande inégalité que les autres sources de données, ce qui tient à plusieurs raisons. Tout d'abord, ces deux bases de données ne recensent pas les effets de redistribution des impôts et des primes d'assurance maladie puisqu'elles se rapportent au revenu net. De plus, dans l'ESPA, les erreurs de mesure ne sont pas corrigées et les valeurs manquantes ne sont pas imputées. Les données fiscales, quant à elles, sous-estiment avant tout les bas et moyens revenus (par exemple le revenu médian dans le Tableau 1). En outre, elles reposent sur les unités fiscales (célibataire ou marié) qui ne correspondent pas toujours aux ménages. Le partage des revenus à l'intérieur des ménages n'est donc pris en compte que de façon limitée (par exemple pour les couples en concubinat ou les enfants adultes).

Figure 1: Coefficient de Gini du revenu disponible des ménages 1990-2012 par source de données



Remarques: Revenu d'équivalence des ménages d'après l'échelle modifiée OCDE; EBM: Source: OFS (2015b); ESPA: revenu net (sans soustraction des impôts et primes d'assurance maladie). Les données de 2008 ont été contrôlées de façon détaillée et imputées. Source: OFS, propres calculs; PSM: Source: PSM, propres calculs; SILC: Source: OFS, propres calculs; Données fiscales: revenu net (sans soustraction des impôts et primes d'assurance maladie). Uniquement les unités fiscales avec un revenu imposable. Source: AFC (2014); Enquête sur la santé: revenu net (sans soustraction des impôts et primes d'assurance maladie). Source: OFS, propres calculs; Enquête sur la pauvreté: Source: Leu et al. (1997). Voir annexe pour les abréviations et les informations plus détaillées sur les sources de données.

³La première personne adulte reçoit le poids de 1, les enfants jusqu'à 14 ans un poids de 0.3 et les autres membres adultes du ménage un poids de 0.5.

Cependant, concernant l'évolution des inégalités de revenus, ces différences entre les sources de données sont moins pertinentes. Notons un point intéressant : le coefficient de Gini évolue parallèlement aux cycles de l'économie: l'inégalité du revenu disponible des ménages s'accroît à la fin des années 1990, revient en arrière au début du nouveau millénaire, augmente à nouveau dans la deuxième moitié des années 2000 jusqu'en 2007 et évolue depuis la crise financière et économique de 2008 de façon relativement stable, voire légèrement en recul.

A l'exception des données fiscales, l'évolution à long terme montre une distribution relativement stable du revenu disponible des ménages. L'ampleur de l'inégalité est en 2012 à un niveau similaire à celui du début des années 1990. En revanche, l'inégalité des revenus dans les données fiscales augmente clairement et a même crû davantage depuis 2009. Cela repose en partie sur un accroissement au-dessus de la moyenne des revenus extrêmement hauts, qui sont moins bien reflétés dans les autres sources de données. Comme le Tableau 1 l'illustre, le revenu réel moyen (c'est-à-dire après correction de l'inflation) du décile supérieur des revenus (top 10%) a crû de 20% dans les données fiscales entre 1998 et 2011, alors que le revenu médian a augmenté de 4.4% seulement au cours de la même période. En comparaison, le revenu médian selon l'EBM a augmenté durant la même période de 14.1%. Depuis 2006 également, le revenu médian croît plus fortement dans les données d'enquête que dans les données fiscales⁴. Par conséquent, la plus haute inégalité dans les données fiscales découle non seulement des hauts revenus mais également de la sous-estimation des bas revenus.

Tableau 1: Revenu disponible des ménages (médiane, top 10%) par source de données et année (par rapport aux prix de 2005)

	EBM (disponible)		Données fiscales (net)		PSM (disponible)		SILC (disponible)	
	Médian	Top 10%	Médian	Top 10%	Médian	Top 10%	Median	Top 10%
1998	41'316	109'871	30'075	111'322				
2000	40'987	109'902			41'654	103'930		
2006	41'656	99'849	30'182	123'729	43'074	105'839	43'239	117'647
2011/2012*	47'125	117'897	31'399	133'629	47'168	121'331	46'752	118'202
Evolution	1998-2012		1998-2011		2000-2012		2006-2011	
	14.1%	7.3%	4.4%	20.0%	13.2%	16.7%	8.1%	0.4%

* EBM: 2012, Données fiscales: 2011 (médian) et 2010 (Top 10%), PSM: 2012, SILC: 2011.

Remarques: Revenu d'équivalence des ménages d'après l'échelle modifiée OCDE. Le revenu du top 10% montre la moyenne arithmétique du plus haut décile. EBM: Source: OFS (2015b); Données fiscales: revenu net (avant soustraction des impôts et primes d'assurance maladie), y compris les unités sans revenu imposable. Source: AFC 2014 et „The world Top incomes database“; PSM: Source: PSM, propres calculs ; SILC: Source: OFS, propres calculs. Voir annexe pour les abbréviations et les informations plus détaillées sur les sources de données.

Comme le revenu moyen du décile supérieur est fortement influencé par quelques montants très hauts, il évolue différemment dans les différentes enquêtes. Chez les bas revenus également, il n'y a pas d'évolution uniforme⁵. Il apparaît toutefois que, dans l'ensemble, toutes les classes de revenu connaissent une croissance de leur revenu, et ceci de manière significative. Des revenus en baisse ne

⁴ Pour les données fiscales, les données incluant les unités sans revenu imposable ont été utilisées, parce que la médiane n'est ainsi pas influencée par la sous-estimation des revenus les plus bas. En excluant les unités sans revenu imposable, la médiane augmente entre 1998 et 2012 de 11.3%.

⁵ Dans le Tableau 1, le décile de revenu le plus bas n'est pas reporté pour des raisons de place et de l'évolution en partie non plausible du revenu.

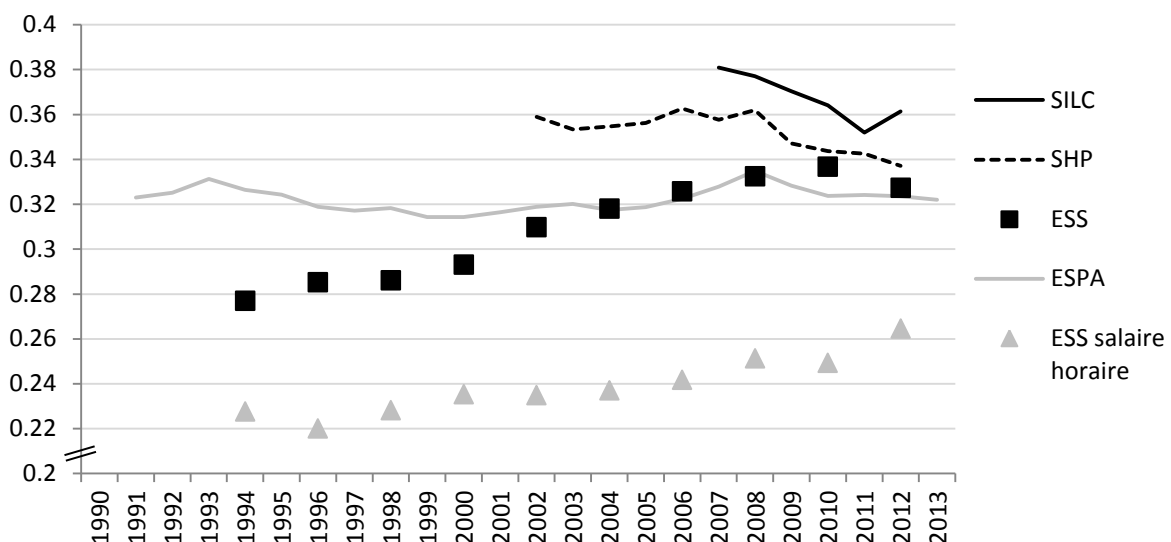
s’observent ni chez les plus pauvres, ni dans la classe moyenne⁶. D’autres analyses détaillées indiquent également une distribution stable des revenus tout en bas de la distribution des revenus (Suter et al, à paraître).

L’évolution des revenus du travail

Après le revenu disponible des ménages, nous considérons les inégalités de revenus individuels du travail. Nous comparons dans la Figure 2 les coefficients de Gini des salaires mensuels de quatre enquêtes: l’ESPA, l’Enquête sur la structure des salaires (ESS), le PSM et SILC. Pour l’ESS, nous présentons également la distributions des salaires horaires.

L’inégalité des salaires est certes influencée par la conjoncture économique, mais cet effet est plus faible que pour le revenu des ménages. Au contraire du revenu des ménages, les sources de données se différencient par rapport à l’évolution temporelle des inégalités. Alors que les enquêtes auprès des personnes (ESPA, PSM, SILC) montrent une stabilité, les données de l’ESS indiquent une augmentation de l’inégalité salariale qui a aussi été observée dans de nombreux autres pays.

Figure 2: Coefficient de Gini des salaires mensuels par source de données



Remarques: salaires nets mensuels pour les personnes exerçant une activité lucrative, toutes les classes d’âge, sans les indépendants, les apprentissages et les stages. **ESPA:** les 0.5% des salaires les plus hauts sont plafonnés. Source: OFS, propres calculs; **LSE:** Salaire horaire: brut, salaires en dessous du 1/3 du salaire médian exclus. Source: OFS, propres calculs; **PSM:** Source: PSM, propres calculs; **SILC:** Source: OFS, propres calculs. Voir annexe pour les abréviations et les informations plus détaillées sur les sources de données.

Nous considérons d’abord la distribution des salaires dans l’ESS plus en détails. L’ESS est particulièrement adaptée pour mettre en évidence l’évolution des salaires horaires, puisqu’elle repose sur un échantillon beaucoup plus grand et qu’elle est moins influencée par les erreurs de mesure que les enquêtes auprès des personnes. Comme la distribution des salaires est influencée à la fois par les salaires horaires et le nombre d’heures travaillées, l’inégalité des salaires horaires est inférieure à l’inégalité des salaires versés mensuellement. Entre 1994 et 2012, l’inégalité des salaires horaires a augmenté presque autant (0.03 points du coefficient de Gini, ou 16%) que l’inégalité des salaires mensuels (0.05 points du coefficient de Gini, ou 19%). Alors que la hausse de l’inégalité des salaires entre 2000 et 2006 s’explique avant tout par une augmentation du travail à temps partiel, la

⁶ Les 10% les plus pauvres dans l’EBM, dont le revenu entre 2000 et 2006 est en recul (après une forte hausse entre 1998 et 2000), constituent une exception.

variance des heures travaillées a, pour la première fois, diminué entre 2010 et 2012 et mené à une légère baisse de l'inégalité des salaires mensuels. En revanche, l'inégalité des salaires horaires a fortement augmenté avant tout entre 2006 et 2008 ainsi qu'entre 2010 et 2012. Toutefois, comme l'ESS a connu une révision entre 2010 et 2012, nous ne pouvons pas exclure des effets de méthode sur la hausse mesurée entre ces deux années. Pour pouvoir mieux interpréter l'augmentation des salaires, nous comparons à nouveau l'évolution des revenus en bas, au milieu et en haut de la distribution. Pour cela, les salaires sont calculés pour un temps plein. Le Tableau 2 montre premièrement que les plus hauts salaires ont connu une croissance au-dessus de la moyenne. Deuxièmement, les bas salaires réels ont stagné depuis 2004. Par conséquent, les changements tant en bas qu'en haut de la distribution des salaires expliquent la hausse dans l'inégalité des salaires horaires.

Au contraire des données de l'ESS, l'inégalité salariale dans les enquêtes auprès des personnes (ESPA, PSM, SILC) est relativement stable depuis le milieu des années 1990. Depuis 2007, les différences de salaire sont même légèrement en recul. Les salaires horaires dans ces enquêtes sont relativement stables. Nous ne pouvons observer de hausse de l'inégalité des salaires entre 2010 et 2012 comme c'est le cas dans l'ESS.

Tableau 2: Salaire réel brut moyen par mois (standardisé temps plein, aux prix de 2005)

	Enquête suisse sur les salaires (ESS)				Enquête suisse sur la population active (ESPA)		
	10% les plus bas	Médian	Top 10%	Top 1%	10% les plus bas	Médian	Top 10%
1994	2'947	5'339	12'461	22'170	2'370	4'535	11'528
2000	3'171	5'621	13'744	27'050	2'491	4'677	12'006
2006	3'400	5'861	14'759	31'263	2'728	5'070	12'389
2010	3'400	5'995	15'611	34'789	2'936	5'335	13'209
2012	3'358	6'303	17'606	53'352	3'020	5'421	13'072
Evolution 1994–2012	14.0%	18.1%	41.3%	140.6%	27.4%	19.5%	13.4%

Remarques: salaires bruts mensuels sur la base d'un équivalent plein temps. 10% les plus bas, Top 10% et Top 1% se rapportent à la moyenne arithmétique de ces classes de revenu. Toutes les classes d'âge, sans les indépendants, les apprentissages et les stages. ESPA: Salaires en dessous du 1/3 du salaire médian et au-dessus de 10x le salaire médian exclus. Source: OFS, propres calculs. LSE: Salaires en dessous du 1/3 du salaire médian exclus. Source: OFS, propres calculs.

Il existe différentes explications pour comprendre les résultats divergents dans l'ESS d'un côté et dans les enquêtes auprès des personnes de l'autre, et il est a priori difficile de dire quelle source de données est plus exacte ou moins entachée d'erreurs. Premièrement, les personnes qui travaillent comme employé-e-s de ménages privés ou dans des entreprises de moins de trois employés ne sont pas incluses dans l'ESS. Deuxièmement, le salaire d'une personne avec deux emplois (à temps partiel) est traité comme deux salaires indépendants, ce qui conduit à une surestimation de l'inégalité des salaires en ce qui concerne le revenu mensuel. Avec l'augmentation du travail à temps partiel et des emplois temporaires, cet effet pourrait être renforcé. Troisièmement, les salaires extrêmement hauts sont mieux pris en compte dans l'ESS (grand échantillon, moins d'erreurs de mesure, comptabilisation des bonus et des composantes non monétaire des salaires).

Le Tableau 2 montre que l'inégalité des salaires croissante dans l'ESS est, en effet, due en grande partie à l'évolution des hauts salaires. D'ailleurs, les salaires réels bas et moyens ont aussi augmenté

de 14-18% entre 1994 et 2012, mais dans le top 10%, le salaire réel a augmenté de 41% et a même doublé pour le pour cent le plus haut⁷. En même temps, les salaires les plus bas ont stagné depuis 2006.

Conclusion

Cet article compare l'évolution de l'inégalité des revenus en Suisse de 1990 à 2012 en se basant sur huit sources de données différentes. Concernant le revenu disponible d'équivalence des ménages, les différentes enquêtes montrent de grandes différences en ce qui concerne l'amplitude de l'inégalité des revenus. Cependant, l'évolution sur 20 ans donne un tableau cohérent. Dans l'ensemble, les inégalités du revenu des ménages est actuellement environ aussi haute qu'au début des années 1990. Toutefois, elle augmente dans les années de croissance (1998–2001, 2004–2007) et se maintient stable durant les récessions économiques ou recule légèrement (début des années 1990, 2002–2003, 2008–2009). Cette influence de la conjoncture économique repose, d'une part, sur un effet compensatoire de la politique sociale, qui stabilise les revenus des ménages les plus pauvres (par l'assurance-chômage et l'aide sociale, mais aussi par les retraites, dont le montant est largement indépendant de la croissance économique). D'autre part, les très hauts revenus réagissent plus fortement à la croissance économique que les bas et moyens revenus, étant donné qu'ils sont davantage déterminés par les revenus du capital et les bonus qui diminuent directement avec les chutes des marchés boursiers (2002 et 2008). Finalement, le système de protection sociale (aide sociale, assurance chômage) ne compense les baisses des hauts revenus que de façon limitée.

En se basant sur l'enquête sur la structure des salaires, une claire augmentation des inégalité de salaires se dessine de 1994 à 2008, à laquelle ont contribué tant l'augmentation du travail à temps partiel qu'une plus grande inégalité des salaires horaires.

Une observation détaillée montre que la distribution des salaires et du revenu des ménages dans la partie inférieure et au centre de la distribution des revenus est restée relativement stable. Toutes les classes de revenu ont pu accroître leur niveau de revenu depuis la fin des années 1990. Mais les données fiscales et l'enquête sur la structure des salaires révèlent que ce sont avant tout les hauts revenus qui ont profité de la croissance économique et qui ont connu une croissance au-dessus de la moyenne. En outre, l'ESS indique une stagnation des salaires les plus bas depuis 2006.

En revanche, des analyses supplémentaires montrent que, au cours des dernières années, différentes forces ont contré cette inégalité croissante des salaires et des revenus du capital. Premièrement, l'activité professionnelle accrue des femmes réduit légèrement l'inégalité du revenu des ménages en Suisse (Kuhn et al. 2015). Comme, de plus, les femmes ayant un partenaire qui gagne bien sa vie présentent en moyenne un volume de travail plus faible que celui des autres femmes, l'inégalité du revenu des ménages est encore atténuée. Deuxièmement, en Suisse, la taille moyenne des ménages est restée stable depuis 2000, alors que dans d'autres pays (par exemple en Allemagne ou aux USA) les ménages d'une personne ou monoparentaux sont devenus plus nombreux (par exemple Daly et Valletta 2006, Peichl et al. 2010). En effet, les ménages plus petits renforcent l'inégalité entre les ménages car, pour eux, il y a moins de redistribution possible entre les membres du ménage. Troisièmement, la redistribution à travers les rentes, les transferts publics et les impôts a, au cours du temps, légèrement augmenté (OFS 2015, Grabka et Kuhn 2011). Dans l'ensemble, ces facteurs conduisent à une inégalité du revenu disponible des ménages relativement stable en Suisse et légèrement au-dessous de la moyenne en comparaison internationale. Cependant, il convient de noter que ce constat diffère lorsqu'il s'agit des très hauts revenus ou fortunes : la Suisse est l'un des pays avec la plus haute inégalité dans ces domaines et celle-ci s'est encore renforcée durant cette dernière décennie.

⁷ L'ESS 2012 recense les suppléments salariaux de façon plus détaillée que dans les années précédentes, ce qui peut expliquer une partie de la hausse des hauts salaires entre 2010 et 2012.

Bibliographie

- AFC (Administration fédérale des contributions). 2014. Statistische Kennzahlen direkte Bundessteuer: <http://www.estv.admin.ch/dokumentation/00075/00076/00701/index.html?lang=de#sprungma> rke0_142 (27.01.2014).
- Buchmann, Marlis et Stefan Sacchi. 1995. Zur Entwicklung der Einkommensungleichheit in der Schweiz seit den siebziger Jahren: eine Forschungsnotiz. *Revue suisse de sociologie*, 21(1): 177–185.
- Daly, Mary et Robert Valletta. 2006. Inequality and poverty in the United States: The effects of rising dispersion of men's earnings and changing family behaviour. *Economica*, 73: 75–98.
- Dell, Fabien, Thomas Piketty, et Emmanuel Saez. 2007. Income and Wealth Concentration in Switzerland over the Twentieth Century. In Anthony B Atkinson and Thomas Piketty (Hrsg.). *Top Incomes over the Twentieth Century*, S. 472–500 Oxford: Oxford University Press.
- Ecoplan. 2004. Répartition de la richesse en Suisse. Bern: Administration fédérale des contributions.
- Ernst, Carol, Michael Gerfin, et Robert E. Leu. 2000. Inequality Trends in the Swiss Income Distribution. *Revue suisse d'économie et de statistique*, 136(3): 289–305.
- Foellmi, Reto and Isabel Martínez (2013). Volatile Top Income Shares in Switzerland? Reassessing the Evolution between 1981 and 2008. *Discussion Paper 2012-27*. Universität St. Gallen.
- Gorgas, Christoph et Christoph Schaltegger. 2014. Schrumpfende Mittelschicht in der Schweiz? *Ökonomenstimme*. KOF, ETH Zürich, Zürich, <http://www.oekonomenstimme.org/artikel/2014/04/schrumpfende-mittelschicht-in-der-schweiz/> (14.08.2014).
- Grabka, Markus M. et Ursina Kuhn. 2012. Entwicklung der Einkommensungleichheit in Deutschland und in der Schweiz seit der Jahrtausendwende. *Revue suisse de sociologie* 38(2): 311–334.
- Harkness, Susan. 2013. Women's employment and household income inequality. In Janet C. Gornick, (Hrsg.). *Income Inequality: Economic Disparities and the Middle Class in Affluent Countries*, Stanford University Press, Stanford, CA., S. 207–33.
- Hischier, Guido et Heinrich Zwicky. 1992. Soziale Ungleichheit in der Schweiz. *Widerspruch*, 23: 76–89.
- Kuhn, Ursina, Laura Ravazzini et Christian Suter (2015). High Female Labour Force Participation and Income Inequality in Switzerland: A longitudinal study on the effect of part-time work. Unpublished manuscript. Université de Neuchâtel.
- Küng Gugler, Anne et Susanne Blank. 2000. Inégalité des salaires en Suisse: Pas d'augmentation sensible durant les années 90. *Revue suisse d'économie et de statistique*, 136: 307–317.
- Leu, Robert E., Stefan Burri, et Tom Priester. 1997. *Lebensqualität und Armut in der Schweiz*. Bern: Haupt.
- Nolan, Brian, Wiemer Salverda, Daniele Checchi, Ive Marx, Abigail McKnight, István György Tóth, u Herman van de Werfhorst (Hrsg.). 2014. *Changing Inequalities and Societal Impacts in Rich Countries: Thirty Countries's Experiences*. Oxford: Oxford University Press.
- OCDE. 2008. Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE. Paris: OCDE.
- OCDE. 2011. Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent. Paris: OCDE.
- Office fédéral de la statistique. 2012. Inégalité des revenus et redistribution par l'Etat. Composition, répartition et redistribution des revenus des ménages privés. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique. 2014. Répartition de la richesse en Suisse. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat du 7 décembre 2010 déposé par Jacqueline Fehr (10.4046). Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique 2015a. Les revenus des ménages privés augmentent, la distribution des revenus reste stable. Actualités OFS. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique 2015b. Revenus et dépenses de l'ensemble des ménages selon l'année <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/02/blank/key/einkommen0/niveau.html> (25.8.2015)

- Peichl, Andreas, Nico Pestel et Hilmar Schneider. 2011. Does size matter? The impact of changes in household structure on income distribution in Germany. *Review of Income and Wealth*. 58(1), 118-141.
- Salverda, Wiemer, Brian Nolan, Daniele Checchi, Ivo Marx, Abigail McKnight, István György Tóth, et Herman van de Werfhorst (Hrsg). 2014. *Changing Inequalities in Rich Countries: Analytical and Comparative Perspectives*. Oxford: Oxford University Press.
- The World Top Incomes Database. Paris School of Economics. Paris: Paris school of economics. <http://topincomes.parisschoolofeconomics.eu/> (31.3.2015)
- Suter, Christian, Ursina Kuhn, Pascale Gazareth, Eric Crettaz et Laura Ravazzini. Im Erscheinen. Considering the various data sources, survey types and indicators: To what extent do conclusions regarding the evolution of income inequality in Switzerland since the early 1990s converge? In: Franzen, Axel, Ben Jann, Christian Joppke et Eric Widmer. Proceedings of the SSA Congress 2013 on „Inequality and Integration in Times of Crisis“. Seismo.
- Zürcher, Boris. 2004. Income Inequality and Mobility: A Nonparametric Decomposition Analysis by Age for Switzerland in the 80s and 90s. *Revue suisse d'économie et de statistique* 140(2): 265–292.
- Zürcher, Boris. 2007. Croissance, distribution et mobilité des revenus. . *La vie économique* 12-2007: 8–11.

Annexe 1

Vue d'ensemble des enquêtes et données analysées

Nom de l'enquête /données Par qui	Type d'enquête, échantillon	Années, périodicité, révisions	Informations sur le revenu	Avantages et Inconvénients
Enquête sur le budget des ménages (EBM) (jusqu'en 2008: Enquête sur les revenus et la consommation, 1990 : Enquête sur la consommation) OFS	Ménages 3000–10'000	1990, 1998, depuis 2000 annuel Révisions 1998, 2000, 2003, 2006, 2008	Informations détaillées sur le revenu et les dépenses des ménages	☺ Contrôle des données ☹ Taux de réponse bas (environ 30%); 1990 comparabilité limitée
Enquête suisse sur la population active (ESPA) OFS	Personnes 16'016–74'193 OFS	Annuel depuis 1991 Révisions 1996, 2010	Revenu de l'activité lucrative, revenu des ménages	☺ Grand échantillon ☹ Revenu du ménage: une seule question, pas de vérification et d'imputation (sauf 2008), valeurs manquantes (23–45%); 1991 comparabilité limitée
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) OFS	Entreprises du 2e et 3e secteur avec au minimum 3 employés 0.5–1.9 Mio	Tous les 2 ans depuis 1994 Révision 2012	Revenus des employés	☺ Peu de valeurs manquantes, très grand échantillon (approprié pour les hauts revenus) ☹ Peu d'informations socio-démographiques, secteur public: jusqu'en 2004 inclus seulement en partie ☹ 2012: changements de la population prise en compte
Panel suisse de ménages (PSM) FORS	Personnes (7700–9000) et ménages (5000–7000), panel	PSM-I: annuel depuis 1999 PSM-II: annuel depuis 2004 Révision pour le revenu 2002 et 2004	Informations détaillées sur le revenu personnel et du ménage	☺ Informations sur toutes les personnes du ménage; contrôle de la qualité par des informations d'autres années ☹ 1999: revenu du ménage non comparable; le design panel conduit à davantage de non-réponses, immigrés sous-représentés
Revenus et conditions de vie en Suisse (SILC/	Personnes (12'000–13'000) et	Annuel depuis 2007	Informations détaillées sur le revenu	☺ Peu d'erreurs de mesure à travers le contrôle des données et l'accès aux informations de

Statistics on Income and Living Conditions) OFS	Ménages (environ 7000), panel rotatif (4 ans)		personnel et du ménage	registres (AVS, AI, assurance-chômage)
Données fiscales AFC	Recensement exhaustif	Depuis 1991/1992	Revenu net: revenu imposable + déductions standard	☺ Recensement exhaustif, peu d'erreurs de mesure ☹ Unités fiscales, ruptures et lacunes pour les cantons entre 1995–2003; pas d'informations socio-démographiques ☒ Revenu des personnes sans revenu imposable inconnu
Enquête suisse sur la santé OFS	Personnes (13'004–21'597)	Tous les 5 ans depuis 1992	Revenu net du ménage	☹ Seulement une question générale sur le revenu du ménage, 1992: revenu relevé seulement en classes
Enquête nationale sur la pauvreté Leu et al. (1997)	Ménages (~ 6300 entretiens)	1992	Informations détaillées sur le revenu des ménages	☹ Valeurs manquantes non imputées